



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA DROME

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DES  
COLLECTIVITES ET DES TERRITOIRES  
Bureau de l'Environnement

Valence, le 23 octobre 2009

AFFAIRE SUIVIE PAR :

Sonia BONNET

Brigitte BAUSSART

TEL : 04.75.79.28.48

04.75.79.28.69

FAX : 04 75 79 29,49

Mail : sonia.bonnet@drome.pref.gouv.fr

brigitte.baussart@drome.pref.gouv.fr

## **A R R E T E n° 09 - 4867**

**INSTAURANT DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE  
CENTRE DE STOCKAGE DE DECHETS MENAGERS  
EXPLOITE PAR LA SOCIETE SITA MOS  
SUR LA COMMUNE DE PONT DE L'ISERE  
Lieu-dit Les Molles**

**Le Préfet de la Drôme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du mérite**

- VU** le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 515-8 à L. 515-12 et R. 515-24 à R. 515-31 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 3931 du 16 mai 1980 autorisant la société MOS à exploiter une décharge de déchets industriels à PONT D'ISERE, au lieu-dit « Les Molles », sur les parcelles cadastrées sous les numéros 28 et 29 de la section ZB ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 718 du 21 février 1985 autorisant la société MOS à étendre l'exploitation de la décharge sus-visée aux parcelles cadastrées sous les numéros 130 et 131 de la section ZB ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 389 du 17 janvier 1989 abrogeant l'arrêté préfectoral n° 718 du 21 février 1985 pour ce qui concerne exclusivement l'extension de la décharge ;
- VU** le dossier transmis le 9 juin 2008 par la société SITA MOS en vue d'instituer des servitudes d'utilité publique portant sur la limitation de l'usage du sol et du sous-sol de l'ancienne décharge située à PONT D'ISERE ;

- VU le rapport du 15 janvier 2009 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement RHONE-ALPES ;
- VU la décision en date du 24 février 2009 de Monsieur le Vice-Président du Tribunal Administratif de Grenoble portant désignation du commissaire enquêteur ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 09-0827 en date du 4 mars 2009 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de un mois du 30 mars 2009 au 30 avril 2009 inclus sur le territoire de la commune de PONT DE L'ISERE ;
- VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans cette commune de l'avis au public ;
- VU la publication de cet avis dans deux journaux locaux ;
- VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU l'avis émis par le conseil municipal de PONT DE L'ISERE ;
- VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- VU le rapport et les propositions en date du 29 juin 2009 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement RHONE-ALPES ;
- VU l'avis en date du 24 septembre 2009 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;
- VU le projet d'arrêté porté le 1er octobre 2009 à la connaissance du demandeur ;

CONSIDERANT la demande de servitudes d'utilité publique présentée par la société SITA MOS pour son ancienne décharge située à PONT DE L'ISERE au lieu-dit "Les Molles";

CONSIDERANT la nécessité d'instituer des servitudes d'utilité publiques afin de maintenir le massif des déchets confiné dans un environnement stable et pérenne ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), exploitée autrefois par la société SITA MOS sur le territoire de la commune de PONT D'ISERE au lieu-dit « Les Molles » sur les parcelles cadastrées sous les numéros 28 et 29 de la section ZB, est assujettie aux servitudes d'utilité publique définies à l'article 2, uniquement pour ce qui concerne la zone exploitée : celle-ci s'élève à une surface d'environ 12 000 m<sup>2</sup>, elle est visualisée sur le plan en annexe 1 au présent arrêté.

## **ARTICLE 2 : Nature des servitudes d'utilité publique : Restrictions d'usage du sol**

### **1. Servitudes justifiées par la nécessité de confinement des déchets**

Il est interdit de réaliser des excavations ou autres formes de cavités ainsi que tout décapage, susceptible de :

- créer des dépressions qui favoriseraient l'accumulation d'eau, gênant le libre écoulement des eaux de pluie vers le réseau de fossés externes (fossés de voirie...) ;
- remettre en cause l'isolement du stockage de déchets en remettant à jour le massif, dans le cas d'excavations profondes ;
- il est interdit de réaliser des forages ou des « trous », excepté pour des raisons techniques et/ou environnemental en relation avec l'exploitant, susceptibles d'engendrer des entrées d'air et d'eau dans le massif de déchets ;
- il est interdit de réaliser des constructions ou ouvrages nécessitant des fondations, même superficielles ;
- il est interdit d'effectuer des plantations d'espèces à racines profondes, susceptibles de nuire à la conservation d'une couverture suffisante au dessus des déchets.

### **2. Servitudes justifiées par la nécessité de préserver la stabilité du dôme de réaménagement**

- Tout aménagement (affouillement, excavation...) susceptible de compromettre la stabilité du réaménagement des zones de stockage de déchets est interdit.

### **3. Servitudes justifiées par la nécessité d'assurer la sécurité des tiers**

- Sont interdites l'habitation ou l'occupation par des tiers de tout immeuble.

Le stationnement et l'utilisation même provisoire des structures d'hébergement de plein air (caravanes, camping cars, tentes) ainsi que l'aménagement de terrains d'accueil pour ces équipements sont prohibés.

L'aménagement, l'implantation de terrains de sport sont interdits.

La pratique de cultures et la plantation d'arbres fruitiers sont interdits.

## **ARTICLE 3 : Sol affecté par les servitudes d'utilité publique.**

Les deux parcelles concernées pour partie par les servitudes, numérotées 28 et 29 de la section ZB, d'une surface totale d'environ 28 390 m<sup>2</sup>, appartiennent à la SCI Les Molles.

## **ARTICLE 4 : Durée des servitudes d'utilité publique.**

Les servitudes prennent fin si les déchets sont enlevés en totalité.

#### **ARTICLE 5 : Notification.**

Le présent arrêté sera notifié par le Préfet de la Drôme au maire de la commune de PONT DE L'ISERE et à chacun des propriétaires des immeubles grevés par les servitudes objets du présent arrêté, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit.

#### **ARTICLE 6 : Indemnisation.**

Les préjudices directs, matériels et certains, résultant de la servitude et subis par les propriétaires, les titulaires de droits réels ou leurs ayants droits, peuvent être indemnisés.

La demande d'indemnisation doit être adressée à l'exploitant de l'installation dans un délai de trois ans à compter de la notification de la servitude.

#### **ARTICLE 7 : Information des tiers.**

Le présent arrêté sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture de la Drôme.

Une ampliation du présent arrêté sera déposée en mairie de PONT DE L'ISERE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché en mairie de PONT DE L'ISERE pendant une durée d'un mois. Procès verbaux de l'accomplissement de ces formalités seront dressés par les soins du maire.

Le même extrait sera également affiché en permanence de façon visible par la société SITA MOS sur les terrains concernés.

Un avis sera inséré dans deux journaux diffusés dans tout le département par les soins du Préfet et aux frais de la société SITA MOS.

Les servitudes instituées par le présent arrêté seront annexées au plan local d'urbanisme par le maire de PONT DE L'ISERE, et publiées au bureau des hypothèques de la situation des immeubles concernés.

#### **ARTICLE 8 : Délais et voies de recours.**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de GRENOBLE :

- 1 – par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour de sa notification ;
- 2 – par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication. L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du déféré ou du recours.

## ARTICLE 9 : Exécution et ampliation

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le maire de PONT DE L'ISERE, Monsieur l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de PONT DE L'ISERE,
- M. le Directeur de la société SITA MOS,
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- M; le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt - MISE,
- Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement,
- M.. le Directeur Régional des Affaires Culturelles - Service de l'Archéologie,
- M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- M. l'inspecteur des installations classées.

POUR COPIE CONFORME  
L'ATTES  
CHE



Gilbert CHEVALIER

Fait à Valence, le 23 OCT 2009

Pour le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation,  
La Secrétaire Générale



Marie-Paule BARDECHE

Vu pour être annexé  
à l'arrêté n° 09-4867 du 23/10/09  
Valence, le 23 OCT 2009

POUR COPIE CONFORME

ANNEXE 1

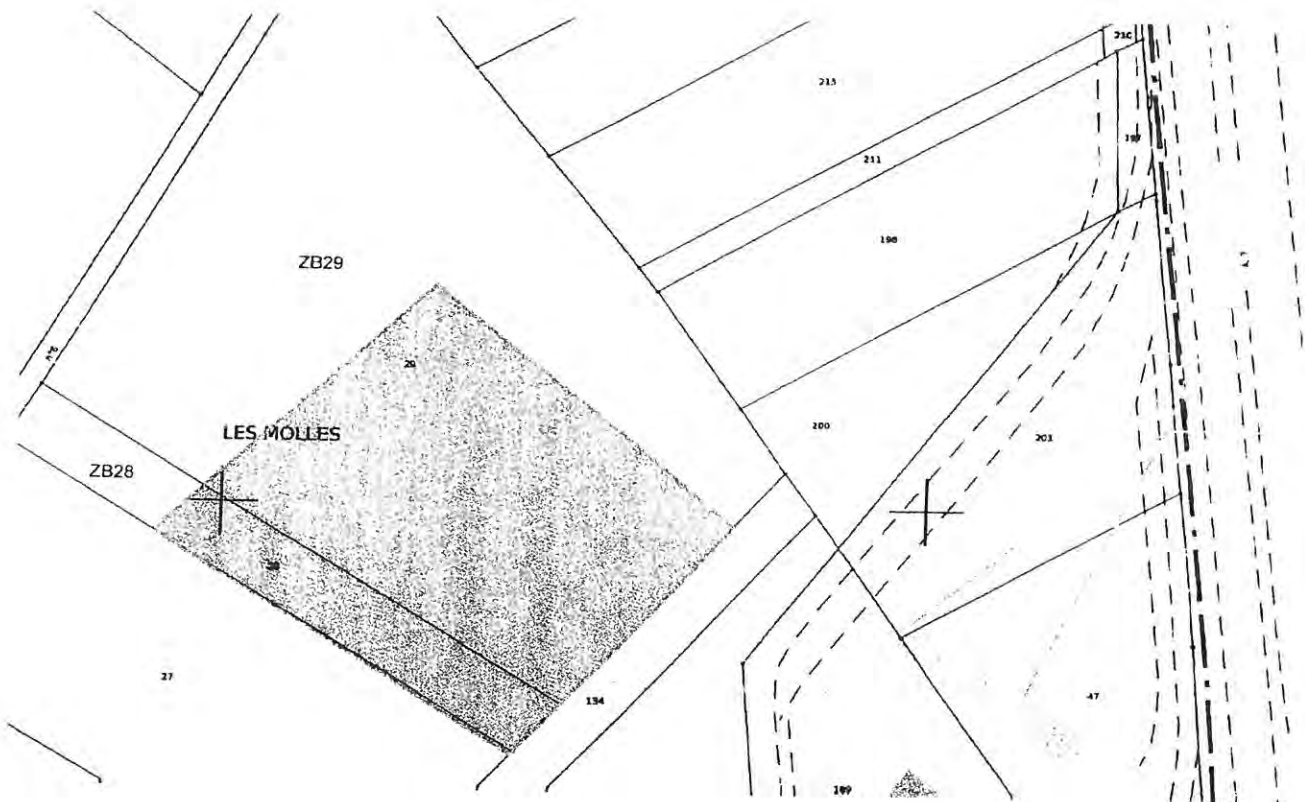
Plan du périmètre des servitudes

Le Préfet

Gilbert CHEVALIER

Pour le Préfet, par délégation,  
La Secrétaire Générale

Marie-Paule BARDECHE





## CERTIFICAT D'AFFICHAGE

\*\*\*\*\*

### INSTALLATION CLASSEE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

M. le Maire de PONT DE L'ISERE

certifie avoir affiché durant un mois

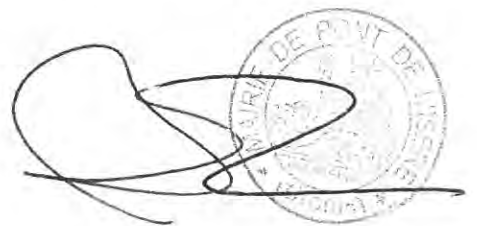
du 2 novembre 2009 au 2 décembre 2009 inclus

l'extrait de l'arrêté préfectoral n° 09-4867 du 23 octobre 2009

instaurant des servitudes d'utilité publique au centre de stockage des déchets ménagers  
exploité par la Société SITA MOS sur la commune de Pont de L'Isère, au lieu-dit Les Molles.

Fait à Pont de l'Isère, le 04. 12. 09

Cachet de la mairie,



**EXEMPLAIRE A GARDER EN MAIRIE**  
**EXEMPLAIRE A RENVOYER EN PREFECTURE**

INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

\*\*\*\*\*

PROCES VERBAL DE REMISE  
D'UN RECEPISSE DE DECLARATION

Le soussigné (l'exploitant ou son mandataire): *Samuel PERRISSON*  
Qualité: *Directeur Agence SITA Drôme Ardèche*  
certifie avoir reçu ce jour à *Pont de l'Isère*

une copie conforme de l'arrêté préfectoral n° 09-4867 du 23 octobre 2009

délivré à la Société SITA MOS

pour l'instauration de servitudes d'utilité publique

sur la commune de PONT DE L'ISERE au lieu-dit Les Molles..

En foi de quoi, le présent procès verbal a été établi en double exemplaire dont l'un a été remis à l'intéressé et l'autre adressé à M. le Préfet de la Drôme.

Date et lieu

*Pont de l'Isère,  
le 23.11.2009*

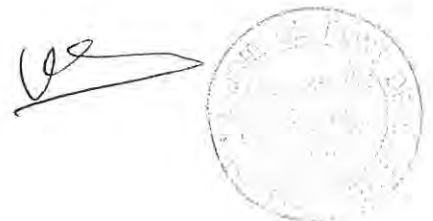
L'intéressé

Signature et cachet



L'agent notificateur

Signature et cachet



EXEMPLAIRE A RETOURNER EN PREFECTURE  
EXEMPLAIRE A CONSERVER EN MAIRIE





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DE LA DRÔME

Valence, le 23 octobre 2009

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT,  
DES COLLECTIVITÉS ET DES  
TERRITOIRES  
Bureau de l'Environnement

AFFAIRE SUIVIE PAR :  
Sonia BONNET

TEL. : 04 75 79 28 48  
FAX : 04 75 79 29 49  
E-mail : sonia.bonnet@drôme.pref.gouv.fr

### INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

#### EXTRAIT DE L'ARRETE PREFECTORAL

Par arrêté préfectoral n° 09-4867 du 23 octobre 2009, M. le Préfet de la Drôme, en application du code de l'environnement, a instauré des servitudes d'utilité publique à Monsieur le Directeur de la société SITA MOS pour le centre de stockage de déchets ménagers situé sur la commune de PONT DE L'ISERE 26600, au lieu-dit Les Molles.

Les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, pour la conservation des sites et des monuments.

Une copie conforme de cet arrêté est déposée en mairie de PONT DE L'ISERE où il peut être consulté par toute personne intéressée.

Fait à Valence, le 23 octobre 2009

Pour extrait conforme  
Par délégation, l'Attaché Principal,  
Chef de Bureau,

Gilbert CHEVALIER



# **COMMUNE DE PONT DE L'ISERE**

## **Plan Local d'Urbanisme**

### **Liste des servitudes d'utilité publique**

### **Approbation**

AS1	Protection du captage de la Croix du Marais	Arrêté du 4/12/1980
A4	Passage des engins d'entretien le long des cours d'eau : ruisseau de la Veaunes	AP n°5121 du 2/12/1968
PM1	Zone submersible du Rhône en amont de l'Isère	décret du 27 août 1981
EL 3	Marchepied le long de l'Isère	
I 4	Ligne 2 circuits 63kv Beaumont-Monteux - Tournon	
PT 3	Câble F003 Lyon Marseille	Arrêtés du 29/05/91 et du 3/12/91
T 1	Ligne SNCF Paris Lyon Marseille	



Commune de  
PONT DE L'ISERE

PLAN LOCAL D'URBANISME

Plan des servitudes d'utilité publique

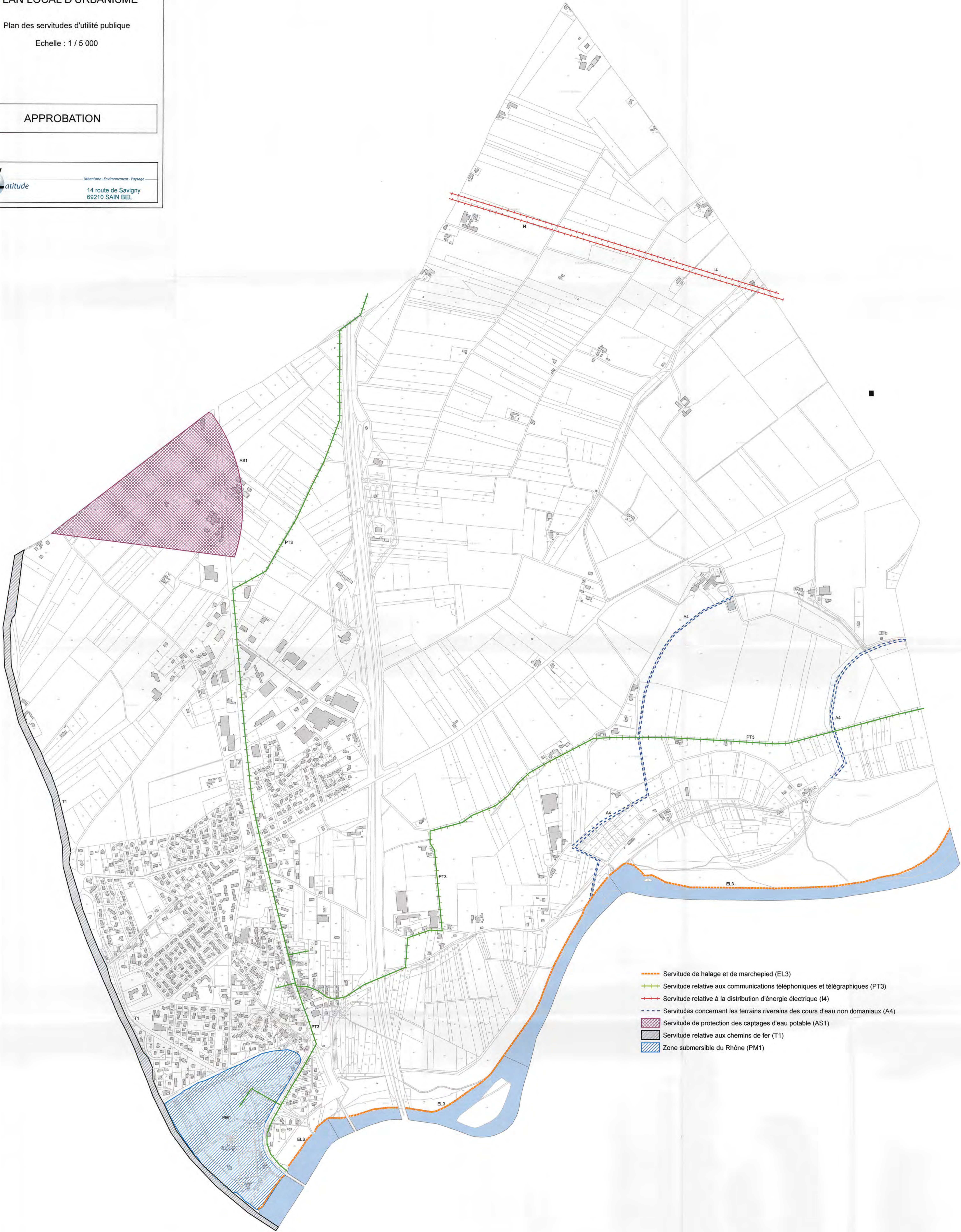
Echelle : 1 / 5 000

APPROBATION

Latitude

Urbanisme - Environnement - Paysage

14 route de Savigny  
69210 SAIN BEL



- Servitude de halage et de marchepied (EL3)
- Servitude relative aux communications téléphoniques et télégraphiques (PT3)
- Servitude relative à la distribution d'énergie électrique (I4)
- Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux (A4)
- Servitude de protection des captages d'eau potable (AS1)
- Servitude relative aux chemins de fer (T1)
- Zone submersible du Rhône (PM1)